

Art. 5. Chaque membre peut se faire assister par des experts qui ne disposent pas de droit de vote.

Les séances du Comité d'accompagnement ne sont pas publiques.

Art. 6. Chaque membre dispose d'un recours en annulation des décisions prises par le Comité d'accompagnement.

Le recours, non suspensif, doit être formé auprès du Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions dans les deux mois à dater de la décision.

Le membre qui exerce son droit de recours en avertit préalablement par écrit le président.

Un nouveau recours en annulation n'est plus possible si le Comité d'accompagnement confirme la décision annulée par le Ministre.

Art. 7. Les décisions prises et les avis rendus par le Comité d'accompagnement sont transmis au Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et au Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique ainsi qu'aux prêteurs et aux personnes autorisées à effectuer des opérations d'assurance-crédit en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance et à qui les droits découlant du contrat de crédit ont été cédés en totalité ou en partie.

Art. 8. Le président et les membres du Comité d'accompagnement ainsi que les experts visés à l'article 5 sont tenus au secret professionnel.

Art. 9. Le Comité d'accompagnement établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 10. Il n'est pas attribué de jetons de présence, d'indemnités ou de remboursement de frais aux membres du Comité d'accompagnement ou aux experts qui les assistent.

Les frais de secrétariat du Comité sont supportés par la Centrale des Crédits aux Particuliers.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 5. Elk lid kan zich laten bijstaan door deskundigen die niet over een stemrecht beschikken.

De zittingen van het Begeleidingscomité zijn niet openbaar.

Art. 6. Elk lid beschikt over een annulatieberoep van de beslissingen genomen door het Begeleidingscomité.

Het beroep, dat niet opschortend is, moet worden ingesteld bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren binnen de twee maanden vanaf de beslissing.

Het lid dat zijn beroepsrecht uitoefent, verwittigt daarvan voorafgaandelijk de voorzitter schriftelijk.

Een nieuw annulatieberoep is niet meer mogelijk indien het Beleidingscomité de door de Minister vernietigde beslissing bevestigt.

Art. 7. De door het Begeleidingscomité genomen beslissingen en uitgebrachte adviezen worden overgemaakt aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en aan de Gouverneur van de Nationale Bank van België evenals aan de kredietgevers en aan de personen die zijn toegelaten om kredietverzekeringsverrichtingen uit te voeren in toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen en aan wie de rechten voortvloeiend uit de kredietovereenkomst, volledig of gedeeltelijk, werden overgedragen.

Art. 8. De voorzitter en de leden van het Begeleidingscomité evenals de deskundigen bedoeld in artikel 5 zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

Art. 9. Het Begeleidingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 10. Aan de leden van het Begeleidingscomité en aan de deskundigen die hen bijstaan worden geen presentiegelden, noch vergoedingen of terugbetalingen van kosten toegekend.

De kosten van het secretariaat van het Comité worden gedragen door de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE,
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 2001 — 3406

[2001/16365]

26 OCTOBRE 2001. — Arrêté royal portant des mesures relatives à l'importation, à l'exportation et au transit de certaines espèces d'oiseaux sauvages non indigènes

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 5;

Vu la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages modifiée en dernier lieu par la directive 97/49/CE de la Commission du 29 juillet 1997;

Vu l'urgence motivée par la saisine de la Cour de Justice des Communautés européennes relevant l'absence de mesures de transposition des articles 5, sous c) et e), et 6, § 1 de la directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Vu l'avis n° 31.825/3 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et de notre Ministre des Finances,

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW, MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2001 — 3406

[2001/16365]

26 OKTOBER 2001. — Koninklijk besluit houdende de maatregelen inzake de invoer, de uitvoer en de doorvoer van bepaalde wilde, niet-inheemse vogelsoorten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de Richtlijn 79/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 inzake het behoud van de in het wild levende vogels, laatst gewijzigd bij Richtlijn 97/49/EG van de Commissie van 29 juli 1997;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de vordering ingesteld bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen betreffende het gebrek aan maatregelen met het oog op de omzetting van de artikelen 5, c) en e), en 6, § 1 van de Richtlijn 79/409/EEG van de Raad inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op het advies nr. 31.825/3 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en van Onze Minister van Financiën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1. Importation : l'introduction sur le territoire de la Belgique de spécimens en provenance d'Etats membres ou de Pays tiers, y compris les spécimens en transit et les spécimens destinés à être transbordés;

2. Exportation : l'expédition à partir du territoire de la Belgique de spécimens à destination d'un Etat membre ou d'un Pays tiers;

3. Transit : le transport via le territoire de la Belgique de spécimens en provenance d'Etats membres ou de Pays tiers, destinés à un Etat membre ou à un Pays tiers;

4. Spécimen : tout oiseau vivant ou mort, ses oeufs, même vides, ou toute partie ou tout produit facilement identifiable obtenu à partir de cet oiseau ou toute marchandise dont l'emballage ou la publicité annonce contenir de parties ou des produits dérivés de cet oiseau;

5. Espèces non indigènes : toutes les espèces ou sous-espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres, quoique ne vivant pas naturellement à l'état sauvage sur le territoire de la Belgique, ainsi que les sous-espèces d'oiseaux ne vivant naturellement à l'état sauvage qu'en dehors du territoire européen des Etats membres, dès lors que l'espèce à laquelle elles appartiennent ou d'autres sous-espèces de celle-ci, vivent naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen;

Pour l'application du présent arrêté, n'est pas considérée comme espèce non indigène, une espèce d'oiseaux qui, d'une part, ne se trouve pas sur le territoire belge, mais vit dans un autre Etat membre dans lequel sa chasse est autorisée tant par les dispositions de la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages que par la législation de cet autre Etat membre et qui, d'autre part, n'est ni migratrice ni menacée au sens de cette directive.

6. Ministre : le ministre qui a l'importation, l'exportation et le transit des espèces animales non indigènes dans ses attributions;

7. Etat membre : état membre de la Communauté européenne;

8. Pays tiers : pays non membre de la Communauté européenne.

Art. 2. § 1^{er}. Dans le respect des compétences des Régions, l'importation, l'exportation et le transit des espèces non indigènes sont réglés par les dispositions du présent arrêté.

§ 2. En concertation avec les autorités régionales, le Ministre peut pour des raisons pratiques, préciser la liste des espèces non indigènes.

Art. 3. § 1^{er}. L'importation, l'exportation et le transit de spécimens d'espèces non indigènes sont interdits. Sont également interdits leur détention, leur vente, leur mise en vente, leur offre en vente, leur transport pour la vente ou l'achat lorsque de telles opérations concernent des spécimens faisant ou ayant fait l'objet d'une importation, d'une exportation ou d'un transit.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} ne sont pas d'application pour les spécimens issus d'un élevage en captivité. Toutefois, les oiseaux vivants ou morts nés et élevés en captivité doivent être identifiés à l'aide d'une bague individuelle formée d'un anneau cylindrique d'une seule pièce et complètement fermé qui après avoir été placée dans les premiers jours de la vie de l'oiseau ne peut être enlevée de la patte de l'oiseau devenu adulte. Lorsque cette méthode d'identification ne peut pas être appliquée en raison des propriétés physiques ou comportementales de l'espèce ou pour des oiseaux élevés à l'étranger, d'autres dispositifs reconnus par le Ministre ou son délégué peuvent être utilisés.

Art. 4. § 1^{er}. S'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, le Ministre ou son délégué peut déroger aux dispositions de l'article 3, § 1^{er} pour les motifs ci-après :

1. pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Invoer : het invoeren op het Belgisch grondgebied van specimens afkomstig uit lidstaten of derde landen, hierbij inbegrepen de specimens in doorvoer en de specimens die overgeladen worden;

2. Uitvoer : het verzenden vanaf Belgisch grondgebied van specimens naar een lidstaat of een derde land;

3. Doorvoer : het transport via het Belgisch grondgebied van specimens die uit lidstaten of derde landen komen, die voor een lidstaat of een derde land bestemd zijn;

4. Specimen : elke levende of dode vogel, zijn eieren, zelfs leeg, of elk deel of product dat makkelijk identificeerbaar is van deze vogel of alle handelswaar waarvan de verpakking of de publiciteit aangeeft dat het delen of afgeleide producten van deze vogel bevat;

5. Niet inheemse soorten : alle soorten of ondersoorten van vogels die op natuurlijke wijze in het wild leven op het Europese grondgebied van de lidstaten, hoewel ze niet natuurlijk in het wild leven op het Belgisch grondgebied, evenals de vogelondersoorten die slechts buiten het Europese grondgebied van de lidstaten natuurlijk in het wild leven, terwijl de soort waartoe die ondersoorten behoren, of een andere ondersoort van dezelfde vogelsoort, in het wild leeft op het Europese grondgebied;

Voor de toepassing van dit besluit wordt niet als niet-inheemse soort beschouwd, een vogelsoort die, enerzijds, niet voorkomt op het Belgische grondgebied, maar die leeft in een andere lidstaat waar de jacht op die soort zowel volgens richtlijn 79/409/EEG van de Raad van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand als volgens de wetgeving van die andere lidstaat is toegestaan, en anderzijds, geen trekvolgel is noch een bedreigde soort, in die zin van die richtlijn.

6. Minister : de minister tot wiens bevoegdheid de in-, uit- en doorvoer van uitheemse diersoorten behoort;

7. Lidstaat : lidstaat van de Europese Gemeenschap;

8. Derde land : een land dat geen lid is van de Europese Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Met eerbied voor de bevoegdheden van de Gewesten zijn de invoer, uitvoer en de doorvoer van niet-inheemse soorten geregeld door de bepalingen van dit besluit.

§ 2. In overleg met de gewestelijke overheden kan de minister om praktische redenen de lijst van niet-inheemse soorten verduidelijken.

Art. 3. § 1. De invoer, uitvoer en de doorvoer van specimens van niet-inheemse soorten zijn verboden. Eveneens verboden zijn het bezit, de verkoop, het te koop aanbieden en het transport voor de ver- of aankoop ervan wanneer dergelijke handelingen specimens betreffen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een invoer, een uitvoer of een doorvoer.

§ 2. De beschikkingen van § 1 zijn niet van toepassing op specimens die in gevangenschap gekweekt zijn. Niettemin moeten de levende of dode vogels die in gevangenschap zijn geboren en gefokt, geïdentificeerd worden via een individuele ring die uit een cilindrisch gesloten ring bestaat die, nadat deze tijdens de eerste levensdagen van de vogel is geplaatst, niet van de poot van de vogel die volwassen is geworden kan worden gehaald. Wanneer is aangetoond dat deze identificatie methode wegens de lichamelijke of gedragskenmerken van de betrokken soort niet kan worden toegepast of voor vogels die in het buitenland gekweekt werden, kan een andere identificatie methode erkend door de Minister of zijn afgevaardigde, gebruikt worden.

Art. 4. § 1. Indien er geen andere bevredigende oplossingen bestaan, kan de Minister of zijn afgevaardigde afwijken van de bepalingen van artikel 3, § 1 voor de volgende motieven :

1. voor doeleinden in verband met onderzoek en onderwijs, het uitzetten en herinvoeren van soorten en voor de met deze doeleinden samenhangende teelt;

2. pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.

§ 2. Les dérogations doivent mentionner :

1. les espèces qui font l'objet des dérogations;

2. les conditions de risque et les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations peuvent être prises;

3. les contrôles qui seront opérés;

4. dans quelles conditions et par quelles personnes sont autorisés le transport et la détention des espèces d'oiseaux concernées.

§ 3. Le ministre fixe le modèle de la dérogation visée au § 1^{er}.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux et certains produits d'origine animale importés de Pays tiers, dans le cas d'une importation ou d'un transit de spécimens d'espèces non indigènes en provenance d'un pays tiers ou d'une exportation à destination d'un pays tiers, la dérogation visée à l'article 4, § 1^{er} doit être présentée au(x) bureau(x) de douane concerné(s).

Art. 6. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies conformément à l'article 44 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et notre Ministre des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
M. AELVOET

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

2. ten einde het houden of elke andere wijze van verstandig gebruik van bepaalde vogels in kleine hoeveelheden selectief en onder strikt gecontroleerde omstandigheden toe te staan.

§ 2. In de afwijkende bepalingen moet worden vermeld :

1. voor welke soorten mag worden afgeweken;

2. onder welke voorwaarden met betrekking tot het risico en onder welke omstandigheden van tijd en plaats deze afwijkende maatregelen mogen worden genomen;

3. welke controles zullen worden uitgevoerd;

4. onder welke voorwaarden en door welke personen het voeren en het houden van de betrokken vogelsoorten toegestaan zijn.

§ 3. De minister bepaalt het model van de afwijking bedoeld in § 1.

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de veterinaire controles voor dieren en bepaalde producten van dierlijke oorsprong ingevoerd uit derde landen, in het geval van een invoer of doorvoer vna specimen van niet-inheemse soorten die uit een derde land afkomstig zijn of een uitvoer met bestemming van een derde land, moet de afwijking zoals bedoeld in artikel 4, § 1 voorgelegd worden aan het (de) betrokken douanebureau(s).

Art. 6. De overtredingen op de bepalingen van dit besluit worden gestraft overeenkomstig artikel 44 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbewoud.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

Art. 8. Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 3407

[C — 2001/22794]

28 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 1997 relatif aux critères de pureté des additifs pouvant être utilisés dans les denrées alimentaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1997 relatif aux critères de pureté des additifs pouvant être utilisés dans les denrées alimentaires, modifié par les arrêtés royaux du 1^{er} décembre 1998, 15 février 1999 et 25 janvier 2000;

Vu la directive 2000/51/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 95/31/CE établissant des critères de pureté spécifiques pour les édulcorants pouvant être utilisés dans les denrées alimentaires;

Vu l'avis 30.870/3 du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'annexe de l'arrêté royal du 14 juillet 1997 relatif aux critères de pureté des additifs pouvant être utilisés dans les denrées alimentaires, le texte relatif aux E 421 mannitol et E 965 (ii) sirop de maltitol est remplacé par le texte de l'annexe du présent arrêté.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 3407

[C — 2001/22794]

28 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 1997 betreffende zuiverheidseisen voor additieven die in voedingsmiddelen mogen worden gebruikt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 1997 betreffende zuiverheidseisen voor additieven die in voedingsmiddelen mogen worden gebruikt, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 december 1998, 15 februari 1999 en 25 januari 2000;

Gelet op de richtlijn 2000/51/EG van de Commissie van 26 juli 2000 tot wijziging van richtlijn 95/31/EG tot vaststelling van specifieke zuiverheidseisen voor zoetstoffen die in levensmiddelen mogen worden gebruikt;

Gelet op het advies 30.870/3 van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de bijlage van het koninklijk besluit van 14 juli 1997 betreffende zuiverheidseisen voor additieven die in voedingsmiddelen mogen worden gebruikt, wordt de tekst betreffende E 421 mannitol en E 965 (ii) maltitolstroop vervangen door de tekst van de bijlage van dit besluit.